

L'ADRD et... le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté

L'agriculture durable constitue une stratégie efficace de réduction de la pauvreté lorsqu'elle est assortie de stratégies de développement rural traitant les problèmes économiques, sociaux et politiques auxquels sont confrontés les pauvres.

L'agriculture durable peut accroître les revenus et la production alimentaire au niveau des ménages, tout en offrant une alimentation meilleur marché, plus d'opportunités d'emploi et de revenus, autant de facteurs de réduction de la pauvreté.

Le saviez-vous?

- Environ 2,5 milliards de personnes dans les pays en développement dépendent de l'agriculture comme moyen d'existence.²
- 900 millions (soit 75%) des personnes les plus pauvres au monde vivent en zones rurales et, malgré l'exode rural, plus de 60% y vivront encore en 2025.¹
- 60% des 450 millions de travailleurs agricoles dans le monde vivent dans la pauvreté.⁴
- Dans de nombreux pays en développement, les femmes qui produisent pourtant 60 à 80% de l'alimentation possèdent moins de 2% des terres⁵, ont accès à 5% des ressources de vulgarisation⁵, à 10% des crédits⁶ et tout aussi marginalement aux intrants agricoles, à la prise de décisions, à la recherche et à la technologie.
- Les pauvres ruraux dépendent également des revenus non-agricoles qui représentent 30 à 45% des revenus du ménage.³
- En moyenne, 1% de croissance agricole contribue 2,2 fois plus à réduire la pauvreté que 1% de croissance dans les secteurs non-agricoles.⁷ Dans le Chili des années 90, chaque 1% de croissance agricole réduisait la pauvreté de 1,7%, tandis que la croissance globale ne la réduisait que de 0,8 à 1,0%.⁸
- Si les aides au développement agricole ont chuté de près des deux tiers entre 1987 et 1998, puis lors de la dernière décennie, la réduction de la pauvreté est en perte de vitesse elle aussi.¹
- Presque tous les pays qui sont parvenus à réduire la pauvreté avaient préalablement accru leur productivité agricole.²

Pourquoi faut-il agir?

- La majorité des pauvres vivent en zones rurales et dépendent de l'agriculture comme moyen d'existence.
- Les pauvres souffrent davantage de la faim, de malnutrition, de maladie (comme VIH/SIDA) et d'analphabétisme. Tous ces facteurs renforcent la pauvreté.
- Les femmes et hommes pauvres ont peu de chance et de capacités de vaincre la pauvreté. Ils ne bénéficient pas forcément des fruits de la croissance.
- Un engagement international prévoit de diviser par deux la pauvreté d'ici 2015.
- Le taux de réduction de la pauvreté entre 1990 et 1998 était de moins d'un tiers des prévisions qui permettraient d'atteindre cet objectif.¹
- Les stratégies et les outils pour affronter la pauvreté existent, mais ne sont pas mis en oeuvre par manque de volonté politique, de ressources adaptées et disponibles en temps opportun.

Quels sont les objectifs politiques?

- Promouvoir l'agriculture et le développement rural durables, réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, tout en améliorant les moyens d'existence ruraux.
- Garantir aux pauvres l'accès aux fruits de la croissance.
- Promouvoir l'égalité des sexes et garantir aux pauvres les mêmes opportunités en termes d'accès aux ressources naturelles ou autres richesses, aux infrastructures, au marché et aux services sociaux (comme l'éducation et la santé) et financiers (tel le crédit).
- Rendre les femmes et les hommes pauvres plus autonomes, leur permettre de participer aux processus de prise de décisions et renforcer les capacités des institutions, des décideurs et des professionnels du développement à collaborer avec les femmes et les hommes pauvres.

Agriculture et Développement Rural Durables (ADRD)

L'agriculture et le développement rural sont durables lorsqu'ils respectent l'environnement, sont économiquement viables, socialement justes, culturellement appropriés, humains et fondés sur une approche scientifique globale.

Les politiques de développement rural doivent viser à satisfaire les besoins nutritionnels et autres besoins humains des générations actuelles et futures, maintenir – voire si possible accroître – les capacités de la base de ressources naturelles à produire et à se régénérer. Ces politiques doivent également offrir un emploi durable à ces générations, réduire leur vulnérabilité et renforcer leur autonomie.



Les questions politiques

La faim, les faibles perspectives d'avenir et le moindre accès aux ressources sont sources de pauvreté. Une forte volonté politique et, dans certains cas, une redistribution fondamentale des richesses s'imposent pour corriger ce déséquilibre.

Les dimensions pauvreté et ADRD

- Les pauvres sont dépossédés à bien des titres. Ils ont un moindre accès à l'alimentation, aux soins sanitaires et à l'éducation, tandis que leurs ressources et leur accès aux richesses sont limités. Ils souffrent d'un moindre statut au sein de leur communauté, d'un manque de confiance en eux et d'influence politique. Dans cette situation, qui est à la fois la cause et la conséquence de la pauvreté, il leur est très difficile de vaincre la pauvreté. Par exemple, la faim et la maladie réduisent la productivité d'un individu et sa capacité à étudier.³
- Cette situation est encore aggravée en zones rurales, où les conditions de vie des pauvres et l'incidence de la pauvreté sont exacerbées.
- L'agriculture et le développement rural durables cherchent à satisfaire les besoins économiques, environnementaux, sociaux et culturels des générations présentes et futures. Dès lors, l'ADRD peut traiter les différentes dimensions de la pauvreté.

L'expansion de l'agriculture et le développement rural

- Le développement agricole a un impact sur la pauvreté, car la majorité des pauvres vivent en zones rurales et dépendent de l'agriculture comme moyen d'existence.³
- L'augmentation de la productivité agricole peut accroître les revenus des ménages, tout en améliorant la sécurité alimentaire et leur capacité à faire face. Le développement agricole accroît non seulement les salaires en zones rurales, mais il augmente aussi indirectement les salaires des pauvres et des travailleurs non qualifiés en zones urbaines.⁸
- Avec l'augmentation de la productivité agricole, les consommateurs pauvres des zones urbaines en bénéficient,

en achetant leur nourriture meilleur marché. Cela représente d'importantes économies, car les pauvres consacrent une grande partie de leurs revenus à l'alimentation.

- L'agriculture est fortement liée aux autres secteurs économiques. De plus importants revenus et épargnes liés au développement agricole génèrent une plus forte demande de produits et services non agricoles. Cette situation crée à son tour des opportunités d'emploi pour les sans-terres et les salariés du secteur industriel.
- Bien que la part de l'agriculture dans le PIB soit en baisse en raison de l'évolution économique et de l'industrialisation, l'agriculture constitue encore un important facteur de croissance.
- La pauvreté, le développement agricole et la dégradation des ressources¹ sont liés. Les pratiques agricoles inadaptées, la surpopulation et la transformation de terres agricoles à d'autres fins contribuent à la dégradation des ressources naturelles. Il en résulte une baisse de la productivité agricole, de la production alimentaire et des revenus, qui génère à son tour davantage de pauvreté. Cette dégradation pourra s'aggraver si les pauvres sont contraints à intensifier la production, à s'étendre sur des terres à faible rendement et

à surexploiter la végétation, autant d'actions contraires à la durabilité.¹²

Stratégies de développement en faveur des pauvres

- Des stratégies ciblées traitant toutes les inégalités dont sont victimes les pauvres, et notamment les femmes, s'imposent si l'on veut que les pauvres bénéficient du développement agricole et rural (voir l'encadré 1).
- Une croissance favorable aux pauvres présuppose le développement des secteurs agricole et non-agricole, car les plus pauvres dépendent souvent de revenus ruraux mais non-agricoles gagnés dans un marché limité et local. La demande du marché et donc les revenus des pauvres ne progresseront qu'avec l'augmentation des revenus agricoles.³
- Les stratégies favorables aux pauvres devront également protéger cette population déjà vulnérable des risques et des crises naturelles ou provoquées par l'homme.
- Investir dans l'éducation, la recherche, les ressources humaines et les infrastructures est rentable et contribue à réduire la pauvreté. En Asie, pour chaque année supplémentaire d'éducation formelle, la productivité agricole augmente de 4% en moyenne.¹⁰
- Il convient de bien gérer le rôle

Traiter les inégalités pour réduire la pauvreté³

Aux Philippines, entre 1965 et 1980, plusieurs orientations économiques et sociales auraient pu réduire la pauvreté. Citons notamment:

- une croissance de la production agricole (de 5,2%) se répartissant en proportions égales entre le riz et les cultures d'exportations non traditionnelles
- une croissance de la production d'élevage (de 6,4%)
- des investissements gouvernementaux multipliés par 7 dans l'agriculture, dont 50% pour les infrastructures d'irrigation (contre 2% pour les routes rurales)
- de forts investissements en ressources humaines, se traduisant par un fort taux d'alphabétisation, une faible mortalité infantile et une espérance de vie élevée.

Malgré ces orientations et le fort taux de croissance agricole, la pauvreté n'a pas été réduite lors de cette période, car:

- seulement 18% des terres cultivables furent irriguées
- seules les grandes familles, ayant déjà un meilleur accès aux infrastructures, bénéficièrent de subventions en matière de crédit et d'engrais
- les gros agriculteurs jouirent également de subventions implicites (sous forme de taux de change, de tarifs douaniers et de taux d'intérêt favorables) sur les importations de machines agricoles qui remplacèrent les travailleurs agricoles sans-terres.

Suite à ces inégalités, l'accroissement des revenus généré par le développement agricole bénéficia essentiellement aux riches, tandis que la pauvreté augmentait.

complémentaire des secteurs public et privé dans le développement rural. On assiste ces dernières années à une baisse des investissements publics dans l'agriculture en faveur du développement rural, tandis que le secteur privé ne parvient pas toujours à combler ce déficit.

Quelles sont les options politiques?

Ce chapitre présente des recommandations pour améliorer la durabilité de l'agriculture et du développement rural, et en particulier pour réduire la pauvreté.

Services sociaux

- Garantir aux pauvres et aux personnes vulnérables un niveau de revenu minimum et une sécurité sociale.
- Garantir aux pauvres l'accès équitable aux services sociaux, notamment l'éducation et la santé.
- Offrir un système de protection pour minimiser l'impact des catastrophes naturelles ou causées par l'homme, tout en aidant les pauvres à se remettre de ces crises.
- Renforcer les compétences et les capacités des pauvres à améliorer la productivité agricole.

Ressources naturelles

- Rechercher et élaborer des pratiques favorables aux pauvres et durables, pour accroître la productivité agricole et garantir la contribution et la participation des pauvres à cette recherche.
- Offrir des programmes de vulgarisation et d'éducation, tout en aidant les pauvres à promouvoir l'adoption de pratiques agricoles durables qui protègent et préservent l'environnement. Ces programmes doivent prendre en considération de faibles ressources financières et responsabilités, le moindre accès à l'éducation ou à la formation et la plus forte vulnérabilité des pauvres.
- Garantir aux pauvres et aux groupes marginalisés, comme les femmes et les sans-terres, l'accès à la terre, à l'eau, aux arbres, aux forêts et aux autres ressources naturelles, par des lois coutumières et statutaires.

L'accès inéquitable aux ressources empêche de réduire la pauvreté même quand l'agriculture prospère. La préservation des ressources naturelles suppose que les agriculteurs voient leurs droits de propriété garantis.

- Promouvoir des processus de réforme agraire prévoyant participation et redistribution, pour rendre les terres accessibles aux sans-terres ou à ceux qui en sont presque démunis, tout en distribuant les bénéfices du développement agricole aux pauvres.
- Réduire les coûts des transactions commerciales et des baux, pour offrir aux agriculteurs pauvres un meilleur accès à la terre et aux ressources naturelles.
- Garantir aux pauvres l'accès à une production énergétique sûre et à un prix abordable, tout en encourageant l'utilisation de biocarburants à faible émission de carbone, capable d'empêcher l'érosion, d'accroître la production alimentaire et la biodiversité.⁹

Services financiers

- Garantir aux pauvres un accès équitable à une grande variété de services financiers, de produits d'épargne, de crédit et d'assurance.
- Envisager des avantages fiscaux, une assurance-crédit, des groupes d'épargne et d'autres mesures pour réduire les risques et les coûts de transaction sur l'offre de services financiers aux pauvres.

Accès aux actifs et aux infrastructures

- Améliorer les infrastructures de transport, de communication, d'alimentation en eau et en électricité, car les infrastructures rurales sont une condition préalable à l'augmentation de la productivité agricole.
- Garantir aux pauvres l'accès aux outils et équipements dont ils ont besoin pour travailler.⁴

Commerce agricole et politiques de marché

- S'assurer que les femmes et les hommes pauvres des zones rurales puissent trouver des moyens d'existence adaptés dans la



production, la transformation et le commerce de produits agricoles au niveau local, national et international.

- Elaborer et mettre en œuvre, dans les pays en développement, des politiques qui réduisent la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires, encouragent et facilitent la transformation nationale de la production agricole, augmentent les aides aux petits agriculteurs, permettent de mieux participer au commerce agricole et d'en bénéficier.
- Rendre le marché plus accessible aux pauvres en améliorant les infrastructures (par exemple les routes), les systèmes de communication, la législation, la disponibilité et l'utilisation d'informations sur les marchés.

Elaboration participative des politiques

- Doter les pauvres des zones rurales de plus de responsabilités afin qu'ils influencent les processus de prise de décisions, dont ils sont jusqu'ici exclus.
- Mettre en œuvre des processus d'élaboration de politiques qui impliquent les pauvres dans les processus de prise de décisions qui les affectent, pour renforcer la cohésion sociale et l'équité.

Institutions

- Renforcer les organisations rurales (telles que les organisations d'agriculteurs et les syndicats) pour

offrir aux agriculteurs pauvres des économies d'échelle et une productivité supérieures, leur permettre d'exercer un leadership et développer des capacités de négociation en matière de transactions commerciales et de processus politiques¹¹, tout en instaurant une législation permettant aux producteurs et aux travailleurs de s'organiser et de se fédérer.

- Renforcer les capacités institutionnelles et professionnelles pour inclure les pauvres dans les institutions et dans les processus de prise de décisions qui les concernent.
- Renforcer les liens entre les secteurs public et privé, entre les zones rurales et urbaines pour promouvoir les marchés et la formation de chaînes de valeur, tout en augmentant les services en zones rurales.

Cibler les femmes et les pauvres

- Investir particulièrement dans les femmes, les pauvres et les groupes marginalisés qui représentent une grande partie de la main d'œuvre agricole. Renforcer les services ruraux pour répondre à leurs besoins spécifiques en matière d'information, de recherche, d'intrants, de technologies, de finance et de ressources naturelles.

Engagements internationaux

Des signataires de la Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement (en 1992) en faveur de l'ADRD (Chapitre 14). Ces engagements ont été réitérés dans le cadre du Sommet mondial pour le développement durable (en 2002) [www.worldsummit2002.org], du Sommet mondial pour l'alimentation: cinq ans après (en 2002) et des Objectifs de développement du millénaire [www.un.org/millenniumgoals].

Si les Objectifs de développement du millénaire comprennent un objectif spécifique visant à réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici 2015, atteindre cet objectif constitue un réel défi face à la mondialisation. Satisfaire cet

engagement international de réduction de la pauvreté requiert:

- la libéralisation du commerce combinée à des politiques et des investissements permettant aux pauvres de bénéficier d'opportunités de marché, tout en les protégeant de crises commerciales.
- des politiques et des mécanismes de mobilisation des ressources privées et publiques à plus grande échelle, pour lutter contre la pauvreté et la faim grâce à l'agriculture et au développement rural.
- une aide plus effective, maîtrisée par les pays, alignée et harmonisée.

Contacts

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO):

Kostas Stamoulis

kostas.stamoulis@fao.org

Margarita Flores

margarita.flores@fao.org

Neela Gangadharan

neela.gangadharan@fao.org

Eve Crowley

eve.crowley@fao.org

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Rudolph Cleveringa

r.cleveringa@ifad.org

Références

Ce document a été préparé par Karen Powell, en collaboration avec Jennie Dey de Pryck, Paola Termine, Olivier Dubois, David Palmer, Sofia Naranjo, les membres des Divisions du conseil technique et des politiques du FIDA et bien d'autres (contacts).

¹FIDA 2001. *Rural poverty report 2001: the challenge of ending rural poverty*, Oxford University Press, Oxford, <http://www.ifad.org/poverty/>.

²DFID 2005. *Growth and poverty reduction: the role of agriculture, A DFID policy paper*, DFID, Royaume-Uni.

³Unité des études prospectives globales de la FAO, 2003. "Agriculture in poverty alleviation and economic development", Chapitre 8 de *Agriculture mondiale horizon 2015 2030*, FAO et Earthscan, Rome.

⁴Hurst, P., Termine, P. et Karl, M., 2005. *Agricultural workers and their contribution to sustainable agriculture and rural development*, FAO, BIT et UITA.

Outils et ressources

Documents du FIDA, 2006, de stratégie pour la réduction de la pauvreté: portail sur la pauvreté rurale, <http://www.ruralpovertyportal.org/french/index.htm>

Dixon, J., Gulliver, A. et Gibbon, D. 2001. *Systèmes de production agricole et pauvreté: améliorer les moyens d'existence des agriculteurs dans un monde en changement*, FAO et Banque mondiale, Rome et Washington.

⁵FAO 2002. *Women's Right to Land: A Human Right*. 8 mars.

⁶PNUD 1995. *Rapport sur le développement humain*. New York: Oxford University Press

⁷Christiaensen, L., Demery, L. et Kuhl, J. 2006. *The role of agriculture in poverty reduction: an empirical perspective*, document 4013 de la Banque mondiale de recherche sur les politiques, Banque mondiale, Washington, <http://econ.worldbank.org>.

⁸Lopez, R. and Anriquez, G. 2003. *Poverty module Chile*, Roles of agriculture project international conference, October 2003, FAO, Rome.

⁹Comité de l'agriculture de la FAO, 2005. *Bioénergie*, point 7 du programme provisoire, 13-16 avril 2005, Rome.

¹⁰Byerlee, D., Diao, X. et Jackson, C. 2005. *Agriculture, rural development and pro-poor growth: country experiences in the post-reform era*, document de discussion 21 sur l'agriculture et le développement rural, Banque mondiale, Washington.

¹¹Crowley E. et al. 2005. *Organizations of the poor: conditions for success*, FAO, Rome.

¹²Programme des Nations Unies pour le développement, 2004. *The poverty-environment nexus, Draft practice note*, www.undp.org

Les documents politiques "ADRD et..." sont conçus pour encourager et aider les gouvernements à développer et mettre en œuvre des politiques pour atteindre l'agriculture et le développement rural durables.

Cette série est produite par l'Initiative ADRD, un cadre multipartite établi en soutien de la transition vers une agriculture et un développement rural durables centrés sur la personne. L'initiative est menée par la société civile, soutenue par les gouvernements et agences intergouvernementales et animée par la www.fao.org/sard/fr/init/2224/index.html